

**RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE**  
**RELATIVE AU PROJET**  
**D'EXPLOITATION D'UN PARC EOLIEN PAR**  
**LA SOCIETE PARC EOLIEN DE LA VOIE DES**  
**PRÊTRES**  
**SUR LES COMMUNES DE CHERISY,**  
**FONTAINE-LES-CROISILLES ET CROISILLES**

Enquête publique  
Du lundi 2 décembre 2013 au vendredi 3 janvier 2014

**RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Alain Bailleul  
16, rue d'Izel  
62690 - Tilloy-les-Hermaville

Dossier E13000275/59

## SOMMAIRE

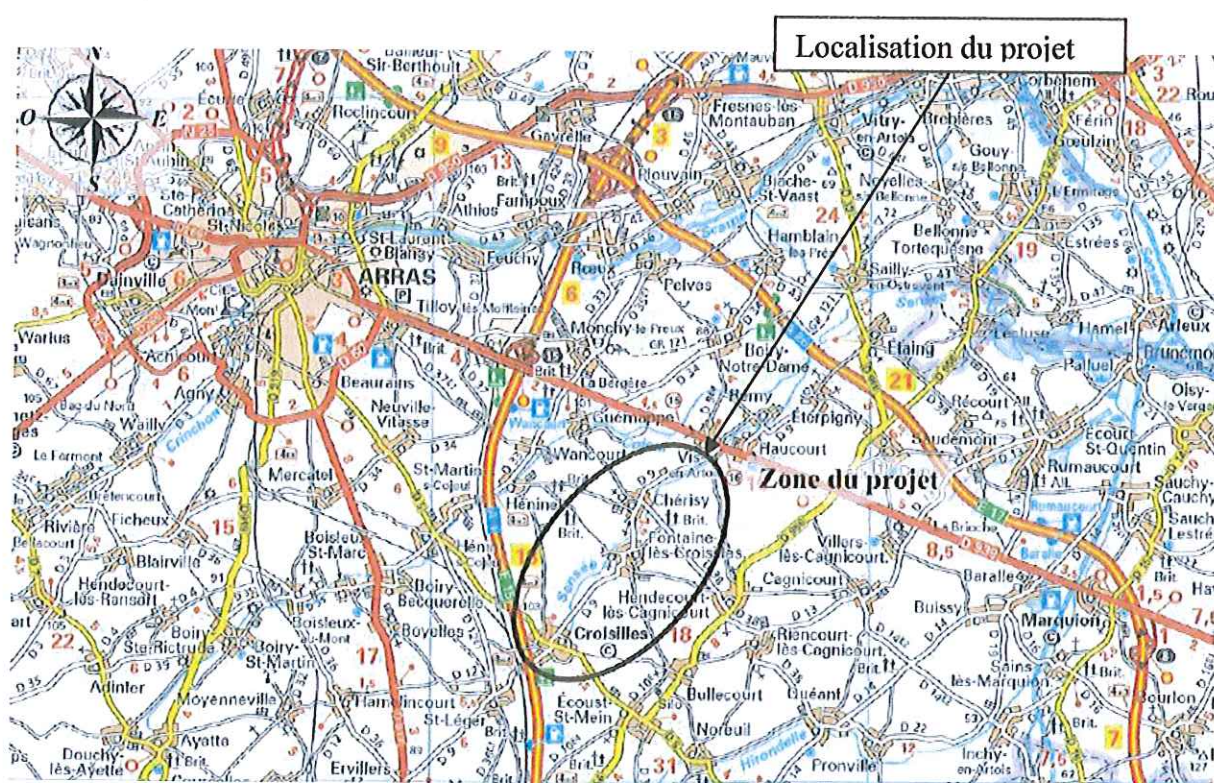
I - Préambule	Page 3
II - Objet et organisation de l'enquête publique	Page 5
III - Déroulement de l'enquête et observations	Page 8
IV - Analyse des observations	Page 10
V – Avis des personnes publiques	Page 15

## I - Préambule

Le site du projet de parc éolien de la Voie des Prêtres se trouve dans le département du Pas-de-Calais à une dizaine de kilomètres au Sud-Est d'Arras, à une quinzaine de Bapaume, et une vingtaine de Cambrai. Il est cerné de multiples villages parmi lesquels ceux de Croisilles, Fontaine-lès-Croisilles et Chérisy qui occupent une situation centrale vis-à-vis de la zone d'implantation du projet.

Le site se place en bordure de l'autoroute A1 vers l'Ouest et dans le triangle formé de l'A1 vers l'Ouest, la RD939 au Nord et la RD956 à l'Est. Au regard de la configuration du réseau secondaire connecté à ce réseau structurant, il est facilement accessible.

Localisation générale du parc :

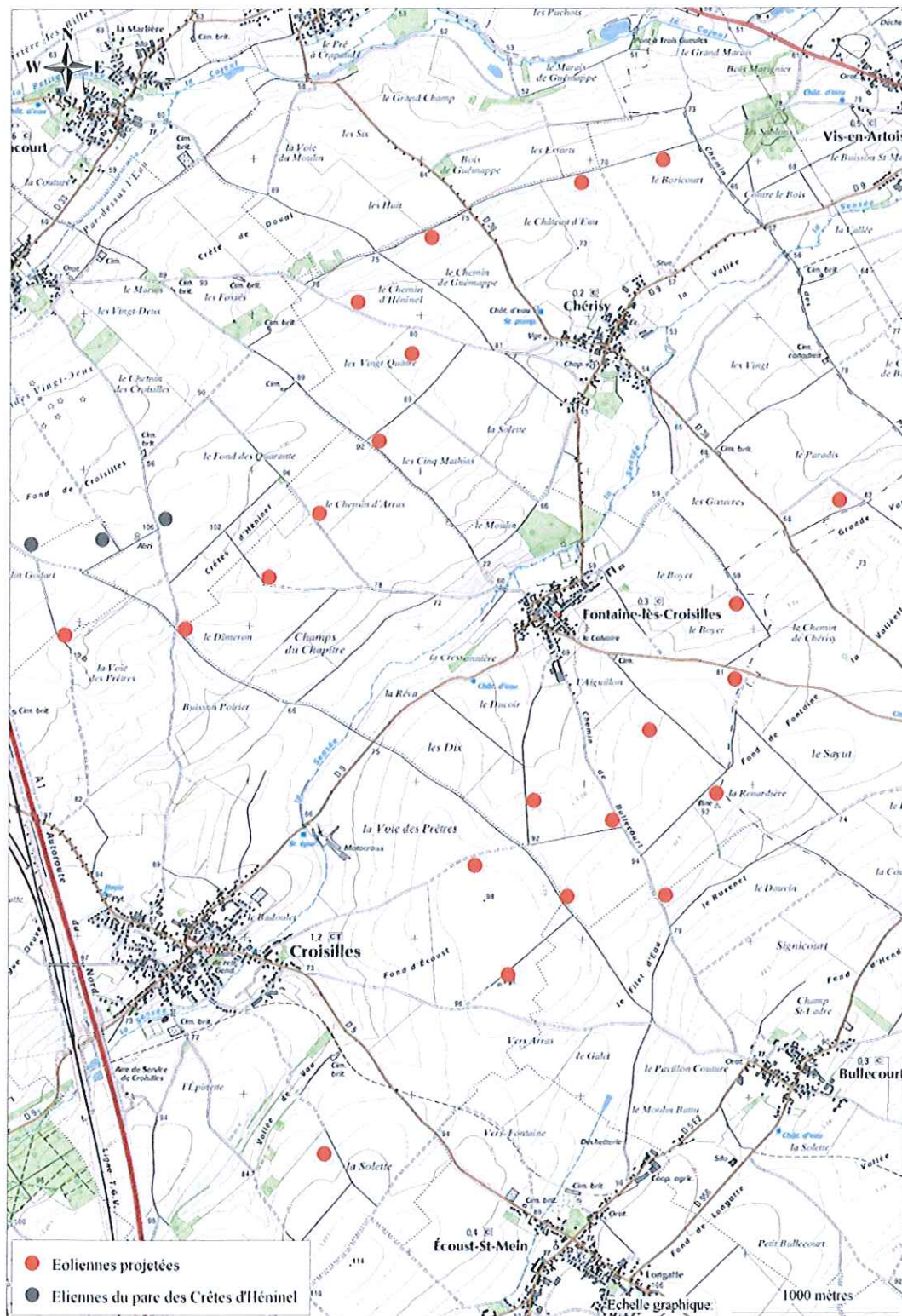


Le projet comprend l'ensemble des équipements et utilités suivants :

1. 21 éoliennes de puissance unitaire comprise entre 2 et 2,5 MW, d'une hauteur totale maximale en bout de pale de 150 m (rotor de 90 m de diamètre, sur un mât de 100 à 105 m en fonction du constructeur),
2. un réseau de raccordement électrique enterré reliant les éoliennes entre elle,
3. 5 postes électriques de livraison,
4. une ligne enterrée de raccordement au poste source électrique,
5. des chemins d'accès depuis les Routes Départementales et voiries communale,
6. des plateformes aménagées au pied de chaque éolienne.



Le projet de parc éolien s'étend sur une emprise d'environ 5 km de côté et il est constitué de deux entités établies de part et d'autres de la vallée de la Sensée, selon des axes orientés Sud-Ouest Nord-est et séparées de 1,5 km environ avec 12 éoliennes au Sud et 9 éoliennes au Nord





## II - Objet et Organisation de l'Enquête Publique

L'enquête publique porte sur la demande d'autorisation, présentée par la société « Parc éolien de la Voie des Prêtres SAS » pour exploiter un parc de 21 éoliennes sur les communes de Croisilles, Fontaine-lès-Croisilles et Chérisy

Les éoliennes d'une hauteur supérieure ou égale à 12 mètres sont soumises à permis de construire en référence à l'article R. 421-2 du code de l'urbanisme.

Le projet figure à l'article R 122-2 du code de l'environnement et à ce titre doit faire l'objet d'une enquête publique.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation figurant à l'article L 512-1 du code de l'Environnement au titre de la rubrique 2980-1 et sont soumis à autorisation.

Numéro de la nomenclature	Nature de l'activité	Critère de classement A : autorisation	Critères propres à l'exploitation	Soumise à autorisation	Rayon d'affichage (en km)
2980 -1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	A 1°) comprenant au moins un aérogénérateur dont le mat a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	6 éoliennes hauteur de mat maximale envisagée : 85 m de hauteur maximum envisagée : mat + pale : 126 m la puissance maximale est de 18 MW	A	6 km

Historique du projet :

- Novembre 2006* : délibération favorable de la Communauté de Communes du Sud Arrageois relative à la réalisation d'un dossier de Zone de Développement Eolien (ZDE) sur son territoire ;
- *Septembre 2007* : identification du site de Fontaine-lès-Croisilles, Croisilles et Chérisy, enquête préalable et visite du site ;
- *Automne 2007* : rencontre avec les élus de la Communauté de Communes du Sud Arrageois qui s'expriment favorablement à la poursuite des études de faisabilité d'implantation d'éoliennes sur leur territoire par le Groupe Eurowatt ;
- *Janvier 2008* : dépôt de la demande de ZDE par le président de la Communauté de Communes, dossier qui sera complété en juillet 2008 ;
- *Printemps 2008* : premières recherches d'implantation en vue de délimiter une aire d'étude au sein de la ZDE demandée et début de la prise de contact avec les propriétaires fonciers et exploitants ;
- *Novembre 2008* : rendez-vous avec les élus des communes concernées par le projet pour présenter l'avancement du projet ;
- *Décembre 2008* : arrêtés préfectoraux relatifs à la création des 4 entités de la ZDE du Sud Arrageois ;

- *Eté 2009* : enquêtes auprès des administrations, gestionnaires de réseaux et services de l'Etat afin de valider le scénario d'implantation du projet dans l'entité B de la ZDE ;
- *Printemps 2010* : modification de l'implantation suite aux retours de la pré consultation, lancement des études à « cycle long » (avifaune et chiroptères) et de l'état initial des études sur l'environnement, le paysage et le patrimoine dans l'entité B de la ZDE ;
- *Juin 2010* : réunion de présentation de l'évolution du projet au Président de la Communauté de Communes ;
- *Juin 2010* : délibération du Conseil Municipal de Chérisy autorisant le passage des convois sur les voies communales ;
- *Novembre 2010* : porté à connaissance de la nouvelle implantation auprès des services de l'Etat et gestionnaires de réseaux afin de connaître d'éventuelles nouvelles contraintes et servitudes sur la zone du projet ;
- *Automne 2010* : poursuite du programme d'implantation d'éoliennes sur l'entité A de la ZDE existante qui débouche sur un projet plus important et demande d'intégration aux experts écologues de cette extension ;
- *Décembre 2010* : délibération du Conseil Municipal de Croisilles autorisant le passage des convois sur les voies communales ;
- *Janvier-mars 2011* : démarrage de la deuxième phase d'étude (étude d'impact, paysage, acoustique) ;
- *Février 2011* : délibération du Conseil Municipal de Fontaine-les-Croisilles autorisant le passage des convois sur les voies communales ;
- *Mars 2011* : restitution par les experts écologues de leurs préconisations sur la zone d'étude et l'actuelle implantation du projet pendant laquelle il est décidé d'écarter la zone aux alentours de l'ancien cavalier minier, où a été mis en évidence un important corridor de déplacements des chiroptères. Pour la même présence de corridor de déplacements de chiroptères, 2 éoliennes doivent être éloignées des bosquets ;
- *Eté 2011* : lors de la restitution de l'étude de l'impact acoustique, un changement du gabarit d'éolienne envisagé est décidé afin de satisfaire pleinement la réglementation en vigueur. L'analyse des impacts des autres volets doit donc être reprise par les experts ;
- *Juillet 2011* : alors que les études sont en cours de finalisation, le classement des parcs éoliens dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement entre en vigueur et induit la production d'études supplémentaires ;
- *Septembre 2011* : réunion avec le président de Communauté de Communes afin de présenter le projet finalisé et l'évolution du contexte réglementaire ;
- *Hiver 2012* : restitution des études spécifiques.



Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des documents suivants :

1. La lettre du pétitionnaire
2. Le dossier administratif et technique comportant
  - Le cadre réglementaire
  - La présentation du pétitionnaire
  - La présentation du projet
3. L'étude d'impact
4. L'étude des dangers
5. La notice d'hygiène et de sécurité des travailleurs
6. Les annexes de l'étude d'impact
7. Les avis des propriétaires et des maires sur les conditions de remise en état
8. Le résumé non technique de l'étude d'impact
9. Le résumé non technique de l'étude de dangers
10. Les plans de l'ensemble des implantations

L'arrêté signé par monsieur le Préfet du Pas de Calais le 8 novembre 2013 a prévu le déroulement de l'enquête publique du lundi 2 décembre 2013 au vendredi 3 janvier 2014. Le dossier ainsi que les registres d'enquête, notés et paraphés par mes soins étant durant cette période mis à disposition du public dans les locaux de la mairie de la commune de Fontaine-Les-Croisilles, de Croisilles et de Chérisy.

La mise en œuvre de l'enquête publique a été soumise à la publicité de la façon suivante :

- dans le quotidien «La Voix du Nord » éditions des 15 novembre 2013 et 6 décembre 2013
- dans l'hebdomadaire «Agriculture Horizon » éditions des 15 novembre 2013 et 6 décembre 2013
- dans le quotidien «Nord Eclair » éditions des 15 novembre 2013 et 6 décembre 2013
- par affichage à la Communauté de Communes du Sud Artois et en mairie des 50 communes concernées par le projet :

Beaurains – Béhagnies – Beugnâtre - Boiry-Becquerelle - Boiry-Notre-Dame - Boisieux-Saint-Marc - Boisleux-au-Mont – Boyelles – Bullecourt – Cagnicourt – Chérisy - Croisilles-Dury - Ecoust-Saint-Mein – Ervillers – Etaing – Eterpigny – Fampoux – Favreuil – Feuchy - Fontaine-lès-Croisilles – Guémappe - Hamblain-les-Prés – Hamelincourt – Haucourt - Hendecourt-lès-Cagnicourt – Héninel - Hénin-sur-Cojeul -Lagnicourt-Marcel – Mercatel - Monchy-le-Preux – Mory - Neuville-Vitasse – Noreuil – Pelves – Plouvains – Quéant – Rémy Riencourt-lès-Cagnicourt – Roeux - Sailly-en-Ostrevent – Sapignies – Saudemont - Saint-Léger - Saint-Martin-sur-Cojeul - Tilloy-lès-Mofflaines - Vaulx-Vraucourt - Villers-lès-Cagnicourt - Vis-en-Artois – Wancourt.

En accord avec les services de la Direction des Affaires Générales de la préfecture du Pas-de-Calais, je me suis tenu à la disposition du public dans les locaux d'une annexe de la mairie de Fontaine-Les-Croisilles selon le calendrier ci-dessous :

- Le Lundi 2 décembre 2013 de 9h00 à 12h00
- Le Mardi 10 décembre 2013 de 14h00 à 17h00
- Le Mardi 20 décembre 2013 de 14h00 à 17h00
- Le Samedi 28 décembre 2013 de 9h00 à 12h00
- Le Vendredi 3 janvier 2014 de 14h00 à 17h00

### **III - Déroulement de l'enquête et observations**

Préalablement à la période fixée par l'enquête publique, j'ai rencontré Melle Cécile Farineau, Chef de Projet à la société INFINIVENT à la mairie de Fontaine-les-Croisilles le mardi 26 novembre 2013.

Melle Farineau m'a permis de découvrir et de m'approprier le projet. Tous ces renseignements ont été précieux et nécessaires à la compréhension du dossier.

Après cette réunion, Melle Farineau et moi-même avons parcouru l'ensemble des sites concernés par le projet. Nous n'avons pu accéder à certaines parcelles, les chemins ruraux qui les desservent étant boueux et impraticables.

J'ai constaté que l'avis d'enquête publique était apposé sur des panneaux situés à proximité des lieux prévus à l'installation des éoliennes.

Lors des différentes permanences : j'ai reçu 27 personnes, 18 personnes ont déposé leurs observations :

- 13 sur le registre de Fontaine-les-Croisilles
- 4 sur le registre de Croisilles
- 1 sur le registre de Chérisy



#### Première permanence :

Celle-ci s'est tenue dans une annexe de la mairie de Fontaine-les-Croisilles le lundi 2 décembre 2013 de 9h00 à 12h00, jour de l'ouverture de l'enquête publique.

Deux personnes se sont présentées au cours de cette permanence afin d'obtenir des informations sur le projet d'implantation du parc éolien. Aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête

#### Seconde permanence :

Cette deuxième permanence s'est déroulée également dans une annexe de la mairie de Fontaine-les-Croisilles le mardi 10 décembre 2013 de 14h00 à 17h00.

Deux personnes se sont présentées au cours de cette permanence afin d'obtenir des informations sur le projet. Une seule observation a été consignée sur le registre d'enquête par M. Roche, Maire de la commune de Guémappe. M. Roche fait part de la désapprobation du Conseil Municipal à l'encontre du projet et remet un extrait du registre des délibérations municipales en date du 15 juin 2013.

#### Troisième permanence :

Celle-ci s'est tenue également dans les locaux de la mairie de Fontaine-les-Croisilles le mardi 20 décembre 2013 de 14h00 à 17h00.

Au cours de cette permanence, neuf personnes ont tenu à requérir des informations sur le projet d'implantation du parc éolien. Seules, trois observations ont été consignées sur le registre d'enquête.

1. M. Thuilot – Eterpigny
2. M.Mme Dutois et M.Mme Hamel - Chérisy
3. M. Pardieu - Président du GIC Val de Sensée-Cojeul

#### Quatrième permanence :

Cette permanence s'est tenue également dans les locaux de la mairie de Fontaine-les-Croisilles le samedi 28 décembre 2013 de 9h00 à 12h00.

Trois personnes se sont présentées au cours de cette permanence et ont souhaité obtenir des renseignements sur le projet d'implantation du parc éolien. Deux observations ont été consignées sur le registre d'enquête.

1. M.Maraille – Haucourt
2. M.Mme Lepreux – Fontaine les Croisilles

### Cinquième permanence :

Le samedi 28 décembre 2013 de 9h00 à 12h00, la dernière permanence a également eu lieu dans les locaux de la mairie de Fontaine-les-Croisilles.

Onze personnes se sont présentées au cours de cette permanence et ont sollicité informations et éclaircissements sur le projet d'implantation du parc éolien. Cinq observations ont été consignées sur le registre d'enquête.

1. M. Mme Degardin - Cherisy  
M. Mme Farrel - Cherisy
2. M. Deram – Croisilles
3. M. Delobelle – Cherisy
4. M. Mme Demay – Cherisy
5. Mme Linglin- Fontaine-les-Croisilles

En dehors des permanences du commissaire-enquêteur, deux personnes ont également transcrit leurs remarques sur le registre mis à disposition en mairie de Fontaine-les-Croisilles. Quatre autres observations ont été consignées sur le registre déposé en mairie de Croisilles et une seule sur le registre en mairie de Chérisy.

Le lundi 6 janvier 2014, j'ai transmis par courrier électronique un Procès-Verbal de synthèse à Melle Cécile Farineau Chef de Projet à la société INFINIVENT.

Le mémoire en réponse et l'avis du public du Maître d'Ouvrage m'ont été communiqués par courrier informatique le vendredi 13 janvier 2014.

Le mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage est consigné dans ce rapport et se trouve en annexe.

## **IV – Analyse des observations**

### **REGISTRE de Fontaine-les-Croisilles :**

1. M. ROCHE - Maire de Guémappe :

M. le Maire remet une délibération du Conseil Municipal de Guémappe opposé au projet d'installation des Eoliennes du Parc Eolien de la Voie des Prêtres. A l'entrée du village de Guémappe, il sera à déplorer une vision panoramique de 60 éoliennes avec leur lumière rouge clignotante la nuit.

2. M. Rose Pierre - Quierry la Motte

M. Rose est opposé au projet :

- 100 éoliennes installées sur un couloir de 20 mètres en incluant les projets en cours
- Territoire sacrifié
- Détérioration du paysage et dévaluation immobilière
- Pas de consultation du public



3. M. Thuilot Gilles - Eterpigny :
  - La population des 3 villages concernés n'a pas été informée de l'enquête publique
  - Demande d'une prolongation d'enquête
  - Organisation d'une réunion publique d'information
4. M. Mme Dutois - Chérisy  
M. Mme Hanel - Chérisy
  - Pas d'information de la construction des éoliennes dans leur village
  - Trop d'éoliennes dans le secteur
  - Désagrément la nuit avec les lumières clignotantes
  - Nuisance pour la beauté du site
5. M. Pardieu - Président du GIC Val de Sensée-Cojeul demande:
  - Les mesures d'accompagnement que le GIC a préconisées soient prises en considération, budgétisées et mise en place sous le contrôle des sociétés de chasse communales.
6. M. Maroille - Haucourt :
  - L'éolien ça suffit : pollution visuelle et sonore
  - Campagne défigurées, impossibilité de porter son regard à l'horizon, effet stroboscopique, bruits lancinants audibles à plus d'un kilomètre
  - La France ne produit pas d'éoliennes et les montages sont effectués par des sociétés étrangères : pas de créations d'emplois. L'Allemagne et les Pays-Bas tirent des profits des ventes réalisées dans toute l'Europe
  - Les plaines agricoles deviennent des zones industrielles
  - Arras-sud perd son identité de plaines riches céréalières
7. M. Mme Lepreux - Fontaine les Croisilles :
  - Opposés à l'implantation des éoliennes : le Conseil Municipal a donné son accord sans consultation des administrés
  - Campagne défigurée.
  - Dévalorisation du bien immobilier de plus de 35%, réclame une compensation financière.
8. M. Linglin - Fontaine les Croisilles :
  - Non aux éoliennes
  - Campagnes défigurées
  - Augmentation de la facture d'électricité
  - Dévalorisation du patrimoine alors que les gains profitent aux propriétaires terriens et aux constructeurs et actionnaires de sociétés étrangères.
9. M. Mme Degardin - M. Mme Farrel - Chérisy :
  - Pas de concertation - absence d'information de la part du maire et du conseil municipal
  - Vue détériorée
  - Quels sont les bénéficiaires des profits

10. M. Deram Michel - Croisilles :

- a signé une promesse de bail avec la société « Intervent » pour la construction d'une éolienne sur la commune de Fontaine-les-Croisilles. Il souhaite savoir si la société « Parc Eolien de la Voie des Prêtres » reprend le bail pour la parcelle ZH37
- Demande une indemnisation de 1500€ l'an pour l'éolienne E15 qui surplombe sa propriété

11. M. Delobelle - Chérisy :

- Implantation intolérable et irrespectueuse pour la vie des habitants de Chérisy et Fontaine-les-Croisilles
- Transfert d'un paysage rural en paysage industriel
- Pollution visuelle, sentiment d'enfermement ou emprisonnement
- Défavorable au projet

12. M. Mme Demay -Chérisy :

- Non au projet de l'éolien – Qualité de vie ravagée par le bruit, la lumière la nuit
- Inadmissible de ne pas avoir été informés individuellement par la mise en place de ce projet.

13. Mme Linglin - Fontaine-les-Croisilles :

- Non aux éoliennes, le royaume uni, l'Espagne et l'Allemagne cessent le développement de l'éolien
- Le cadre de vie est défiguré
- A qui rapporte le déploiement des éoliennes : aux propriétaires, aux actionnaires des sociétés.
- Pas favorable à l'immobilier

## **REGISTRE de Croisilles**

14. M. Cochez - Eterpigny :

- Quelle est la compensation financière prévue pour la dévaluation des propriétés suite à l'installation des éoliennes?

15. M. Thuilot Gilles - Eterpigny :

- La densification de l'éolien dégrade le paysage avec les nuisances visuelles
- Les plus impactés par ce projet ne sont pas les plus proches

16. Association « Protection Cœur de Nature Artois- Val de Sensée » - Eterpigny  
(Aucune signature) :

- 92 % des résidents de la commune s'opposent à l'implantation des éoliennes
- Plus de 100 éoliennes installées incluant les projets de Saint-Léger et Haucourt
- Quelques centaines de personnes sont opposés à ce projet et prêts à utiliser le recours contentieux
- Troubles de voisinage (TGI de Montpellier)
- Baisse de la valeur des biens immobiliers après expertise immobilière



- Eléments cités dans votre argumentaire non crédibles : fermeture à venir de BA de Cambrai et prochaine implantation d'éoliennes sur le site d'Hendecourt. Ces 2 événements sont déjà appliqués sur le terrain. En l'occurrence, constatation d'un programme piloté à distance sans tenir compte de la réalité.

17. M. Cavitte - Dury, Membre du Groupe Ornithologique et Naturaliste du Nord/Pas-de-Calais:

- Tous les projets ne sont pas représentés dans les documents mis à disposition du public
- Prendre le temps de déterminer les meilleurs sites
- Intérêt de geler des vastes zones blanches sans installation aérienne
- Ne pas négliger l'impact paysager. Le déploiement des éoliennes ne doit pas se faire au détriment de la biodiversité.
- Impact négatif sur l'avifaune en particulier les busards. La distance entre les éoliennes est trop faible. Au cours de l'année 2013 aucune reproduction de busards n'a été constatée sur les communes voisines d'Hendecourt-les-Cagnicourt et de Vis-en-Artois où 18 machines ont été installées
- Milieu déjà dégradé
- Les grandes plaines accueillent quelques espèces rares et en danger
- Quelles mesures concrètes seront-elles prises ?
- Les prévisions de budget semblent assez faibles pour préserver les nichées de busards

## **REGISTRE de Cherisy**

18. M. Lalin Cherisy :

- La ligne des éoliennes passe trop près des habitations. En conséquence c'est une cause de bruit par vent dominant en particulier l'éolienne N°16. Possibilité d'éloignement.

L'enquête publique n'a pas laissé indifférente la population qui a manifesté par un nombre important de participation aux différentes permanences tenues par le commissaire-enquêteur. 27 personnes se sont déplacées à Fontaine-les-Croisilles pendant les 5 permanences. Au terme de l'enquête, 18 observations figurent sur les 3 registres déposés dans les mairies.

Parmi les contributions des particuliers, on retiendra qu'une grande majorité s'oppose au projet. Concernant les associations, une s'exprime résolument contre le projet. La seconde fait remarquer l'impact négatif sur l'avifaune, sur l'impact paysager et la dégradation du milieu. La troisième, GIC Val de Sensée-Cojeul, demande que les mesures d'accompagnement préconisées soient prises en considération et budgétisées.

## **Avis du commissaire enquêteur sur les remarques :**

La lecture de toutes ces observations déposées sur les registre a nécessité une attention particulière afin d'extraire le maximum de renseignements sur les thèmes qui y sont évoqués et les transcrire le plus fidèlement dans le présent rapport.

- **Au sujet de la concertation avec la population locale :**

Certaines observations du public font état d'un déficit d'information et d'un manque de concertation sur le projet.

Le commissaire enquêteur estime que cet aspect n'a pas été suffisamment pris en compte par le maître d'ouvrage. De nombreuses délibérations ont été prises par les Conseils Municipaux, par la Communauté de Communes, mais aucune réunion publique n'a été effectuée. Pour un projet de cette importance, il aurait été souhaitable que la population soit informée.

- **Au sujet de l'impact du projet sur le paysage :**

Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE) de la région Nord-Pas-de-Calais a été adopté par arrêté du Préfet de Région le 20 novembre 2012. Les Conseils Municipaux des communes de Croisilles, Fontaine-les-Croisilles et Chérisy ont délibéré en 2007 en faveur de la création de la ZDE.

Les éoliennes seront installées au sein de parcelles agricoles de grandes cultures, dans un paysage localement ouvert.

- **Au sujet de la dépréciation immobilière**

La valeur d'un bien immobilier est constituée d'éléments objectifs propres à l'habitation elle-même et d'éléments plus subjectifs, en particulier relatifs à la qualité de l'environnement. Selon ses propres opinions écologiques, chaque personne pourra considérer que la présence du parc éolien constitue un atout ou une contrainte

Le projet éolien se situe à plus de 500 mètres de toute habitation. La distance minimum entre les habitations et l'éolienne la plus proche se situe à plus de 654 mètres.

- **Au sujet des feux à éclats équipant les éoliennes :**

Les éoliennes seront équipées d'une technique de balisage appropriée. Le balisage nocturne sera effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

- **Protection de l'avifaune :**

Des mesures de protection de l'avifaune seront mises en place par le Maître d'Ouvrage et sont détaillées dans le mémoire en annexe.



## **V - Avis des personnes publiques associées**

- **Préfecture de la Région Nord Pas-de-Calais, Direction Régionale de l'Environnement et du logement**

Le dossier est de qualité suffisante pour permettre d'informer le public et de la portée de ses enjeux. Les aspects relatifs à l'environnement sont abordés de façon exhaustive et les impacts identifiés sont assortis de mesures d'évitement, de réduction et de compensations qui sont pertinentes, à l'exception notable des paysages.

Le compromis de moindre impact en matière d'implantation s'avère contestable du point de vue de la qualité paysagère. Il serait préférable de retravailler la disposition du parc afin de satisfaire une démarche de mise en cohérence de l'existant pour optimiser le potentiel de densification du secteur Artois.

- **Ministère de la Défense Armée de l'Air**

Les éoliennes se situent dans les 05-20 Km du radar Défense de Cambrai, zone dans laquelle toute construction d'aérogénérateur est interdite.

L'exploitation de ce parc ne peut être accordée.

- **Météo France**

Aucune restriction à formuler sur le projet

- **Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et de l'énergie**

Avis favorable

- **Centre d'études techniques maritimes et fluviales**

Avis favorable

le 2 février 2014  


**Janvier 2014**

## **MEMOIRE EN REPONSE**

**Relatif au dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter  
Installations Classées du Parc Eolien de la Voie des Prêtres**

**Parc Eolien de la Voie des Prêtres SAS  
67 Boulevard Haussmann  
75008 PARIS**



## Préambule

La société du **Parc Eolien de la Voie des Prêtres SAS** a déposé le 12 avril 2012, à la préfecture du Pas-de-Calais, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien comprenant 21 aérogénérateurs et 5 postes de livraison sur le territoire des communes de Fontaine-les-Croisilles, de Chérisy et de Croisilles, au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Suite à l'enquête publique conduite du lundi 2 décembre 2013 au vendredi 3 janvier 2013 inclus en conformité avec l'Arrêté Préfectoral du 8 novembre 2013, nous avons pris connaissance des observations recueillies en mairies des communes concernées qui nous ont été remises par le Commissaire Enquêteur.

Le présent mémoire a pour objectif d'apporter des éléments de réponse aux interrogations et avis du public, recueillis dans les registres d'enquête de Fontaine-les-Croisilles, Croisilles et Chérisy, les 3 communes concernées par le projet éolien.

Par souci de clarté du mémoire en réponse, nous nous attacherons à apporter des éléments de réponse aux différentes remarques suivant les thèmes abordés.

## Item n° 1 – Information relative à l'implantation du parc dans son ensemble

Durant l'enquête publique, plusieurs observations ont porté sur un manque de concertation et d'information préalable de la population (cf observations n° 2,3,4,9,12).

Il convient, tout d'abord, de préciser qu'il n'existe aucune obligation légale de réaliser une concertation préalable à l'enquête publique.

Sauf demande expresse de la Préfecture (qui n'a pas été formulée en l'espèce), l'article L.121-16 du Code de l'environnement laisse à la personne responsable du projet le choix d'organiser ou non une concertation spécifique au projet.

En l'occurrence, ce projet, initié en 2007, est le fruit d'une longue collaboration avec les acteurs publics. La population a systématiquement été informée de l'évolution de ce projet. Aussi, une nouvelle concertation ne nous paraissait donc pas nécessaire.

Il nous paraît important de commencer par rappeler et compléter l'historique de ce projet qui avait été détaillé dans le *Chapitre 6.1 Historique et variantes du projet* (page 41) du Dossier administratif et technique déposée en avril 2012.

Les principales dates et les principaux événements clés de l'élaboration du projet éolien de la Voie des Prêtres peuvent être résumés ainsi :

- Septembre 2006 : **délibérations de l'Association du Pays d'Artois et de la Communauté de Communes du Sud Arrageois** en faveur du Schéma de Développement de l'Eolien sur le territoire du Pays d'Artois ;
- Novembre 2006 : **délibération favorable de la Communauté de Communes du Sud Arrageois** relative à la réalisation d'un dossier de Zone de Développement Eolien (ZDE) sur son territoire et notamment sur le zonage découlant du travail réalisé dans le Schéma Territorial ;
- Janvier 2007 : courrier d'information de la Communauté de Communes à toutes les mairies pour les informer de la volonté de la Communauté de Communes de mettre en place un dossier ZDE ;
- Janvier 2007 et mars 2007 : **publication d'articles** sur la réalisation du dossier des ZDE dans les bulletins d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois à destination de l'ensemble des habitants ;



- Bulletin d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois - Janvier 2007

## EOLIEN

### Réalisation du dossier des Zones de Développement Eolien (ZDE)

Le contexte du développement de l'énergie éolienne en France et les contraintes réglementaires fixées par les différents services de l'Etat pour autoriser la réalisation des projets nous obligent à définir des Zones de Développement Eolien (ZDE). Ces zones sont définies en tenant compte du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques, de la protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés.

La Communauté de Communes a pris la décision de monter les dossiers de ZDE dans leur ensemble à l'échelle du territoire intercommunal (décision du Conseil Communautaire du 28/11/06).

La ZDE fera l'objet d'un dossier établi par la Communauté de Communes qui sera déposé en préfecture courant 2007. Ce dossier s'appuiera sur les conclusions du Schéma Territorial Eolien du Pays d'Artois préalablement réalisé.

### Construction du parc éolien de Saint-Léger



Démarré en 2003, le projet d'implanter 7 éoliennes sur la commune de Saint-Léger vont d'entrer dans sa phase de réalisation. Ce parc éolien sera constitué de 4 éoliennes de 650 kW et de 3 éoliennes de 2000 kW et produira à terme 23 millions de kWh par an. Cette quantité d'énergie correspond à la consommation annuelle de près de 9 200 foyers.

Suite à la délimitation des emprises des travaux et l'aménagement des voies d'accès, les terrassements des massifs de fondation des éoliennes ont commencé.

Il a été ensuite procédé au ferrailage et au coulage du béton des fondations (temps de séchage d'environ 4 semaines). Les massifs seront bientôt remblayés. Ils seront ainsi prêts à recevoir les éoliennes. La mise en œuvre du parc éolien de Saint-Léger est prévue vers juin 2007... (suite dans notre prochain bulletin).

- Bulletin d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois - Mars 2007

### Création des Zones de Développement Eolien (ZDE)

Le dossier de Zones de Développement Eolien (ZDE) définies en tenant compte du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques, de la protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés est en voie de finalisation à l'échelle de notre Communauté de Communes.

Ce dossier s'appuie sur les conclusions du Schéma Territorial Eolien du Pays d'Artois préalablement réalisé. Les communes concernées par un projet de ZDE devront délibérer avant fin mai 2007. Puis le dossier sera remis à la Préfecture du Pas-de-Calais pour une instruction par les services de l'Etat et une consultation des communes limitrophes dans un délai de 6 mois. Le Préfet pourra ensuite autoriser en tout ou partie la ZDE proposée sur la Communauté de Communes.

Contact pour plus d'informations : Eric FOUASSIER au 03.21.22.87.53

Figure 1 : Extrait des bulletins d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois de Janvier et de Mars 2007

- **Juin 2007** : réunion avec les maires concernés par le périmètre de la ZDE et le président et les agents de la Communauté de Communes ;
- **Juin 2007** : lancement de la consultation des 14 communes concernées par la création d'une ZDE et potentiellement par la future implantation d'éoliennes et **délibération des conseils municipaux** sur le dossier ZDE finalisé. A noter que 13 de ces 14 communes sont concernées par le rayon d'affichage de la présente enquête publique ;

Liste des délibérations des communes concernant la ZDE  
de la Communauté de Communes du Sud-Arrageois

.~.~.~.~.

Nom de la commune	Date de la délibération	Reçue le (cachet Préfecture)
BULLECOURT	5/07/2007	13/07/2007
BOYELLES	18/07/2007	25/07/2007
CHERISY	15/04/2008	
CROISILLES	29/06/2007	9/07/2007
COURCELLES-LE-COMTE	1/10/2007	10/10/2007
ECOUST-SAINT-MEIN	3/07/2007	12/07/2007
ERVILLERS	6/08/2007	
FONTAINE-LES-CROISILLES	6/07/2007	2/08/2007
GUEMAPPE	6/07/2007	10/07/2007
HAMELINCOURT	6/08/2007	20/08/2007
HENINEL	7/07/2007	9/07/2007
MORY	17/08/2007	19/08/2007
SAINT-LEGER	8/09/2007	12/09/2007
SAINT-MARTIN-SUR-COJEUL	29/06/2007	3/07/2007

Figure 2 : Extrait du dossier de demande de ZDE du Sud Arrageois dans sa version finale de juillet 2008

- 29 juin 2007 : délibération du conseil municipal de Croisilles approuvant la création d'une Zone de Développement de l'Eolien sur le territoire de la commune ;
- 6 juillet 2007 : délibération du conseil municipal de Fontaine-les-Croisilles approuvant la création d'une Zone de Développement de l'Eolien sur le territoire de la commune ;
- Septembre 2007 : publication d'un article sur l'avancement du dossier de ZDE dans le bulletin d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois à destination de l'ensemble des habitants ;



- Bulletin d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois - Septembre 2007

## ZONE DE DEVELOPPEMENT DE L'EOLIEN

Le dossier sera prochainement remis au préfet



Comme annoncé dans les précédents numéros, le dossier de la Zone de Développement de l'Eolien (ZDE), préparé par la Communauté de Communes, est bientôt finalisé. Depuis le 14 juillet 2007, les projets éoliens doivent être compris dans une ZDE pour bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité produite.

### Quels sont les critères retenus pour définir la ZDE ?

Trois critères ont été pris en compte pour définir la proposition de ZDE :

- le potentiel éolien de la zone,
- les possibilités de raccordement aux réseaux électriques,
- la protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés.

### Comment se déroule la procédure de création de la ZDE ?

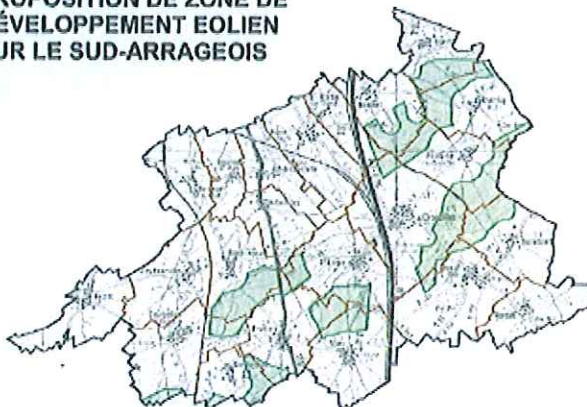
La proposition de zonage et le dossier de la ZDE ont été présentés courant juin au comité de pilotage composé de représentants de la Communauté de Communes et des maires des communes dont le territoire est concerné par la ZDE.

La proposition de zonage est actuellement soumise aux conseils municipaux pour validation. Après acceptation par ceux-ci, le dossier sera transmis au préfet du département qui procédera à son instruction.

Les communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans la proposition de ZDE seront également consultées.

Le préfet statuera sur tout ou partie de la ZDE à la fin de la procédure d'instruction qui devrait durer six mois environ.

### PROPOSITION DE ZONE DE DEVELOPPEMENT EOLIEN SUR LE SUD-ARRAGEOIS



### CARACTERISTIQUES DE LA ZDE

- La distance retenue par rapport aux habitations est de 500 mètres au minimum.
- Les zones environnementales, les servitudes d'utilité publique, les éléments constitutifs du paysage et du patrimoine ont été pris en compte dans l'étude.
- Toutes les ZDE sont situées dans des zones de vent supérieures à 5,96 m/s à 50 mètres. Ici, le critère vent n'est pas limitant.
- Le choix a été fait de privilégier des zones relativement étendues pour éviter un mitage des projets éoliens sur la Communauté de Communes. Ont été retenues principalement les zones permettant de bénéficier d'un linéaire de plus de 1,5 km pour l'implantation d'éoliennes.
- Les scénarii de raccordements ont été élaborés sur la base de 100 MW installés, qui constitue la puissance plafond pour l'implantation d'éoliennes dans la ZDE.

Pour tout renseignement sur le dossier de la ZDE,  
contacter le service développement local et économique,  
Eric FOUASSIER au 03.21.22.67.53

Figure 3 : Extrait du bulletin d'information de la Communauté de Communes du Sud Arrageois de Septembre 2007

- Septembre 2007 : identification du site de Fontaine-lès-Croisilles, Croisilles et Chérisy, enquête préalable et visite du site ;
- Automne 2007 : rencontre avec les élus de la Communauté de Communes du Sud Arrageois qui s'exprime favorablement à la poursuite des études de faisabilité d'implantation d'éoliennes sur leur territoire par le Groupe Eurowatt ;
- Janvier 2008 : dépôt de la demande de ZDE par le président de la Communauté de Communes, dossier qui sera complété en juillet 2008 ;
- 15 avril 2008 : **délibération du conseil municipal de Chérisy approuvant la création d'une Zone de Développement de l'Eolien sur le territoire de la commune** ;
- Printemps 2008 : premières recherches d'implantation en vue de délimiter une aire d'étude au sein de la ZDE demandée et début de la prise de contact avec les propriétaires fonciers et exploitants ;
- Novembre 2008 : rendez-vous avec les élus des communes concernées par le projet pour présenter l'avancement du projet ;
- Décembre 2008 : **arrêtés préfectoraux relatifs à la création des 4 entités de la ZDE du Sud Arrageois qui ont été affichés sur les panneaux d'affichage des mairies** ;
- Avril 2009 : signature d'une convention de mise à disposition de terrains et promesse de bail en vue de la réalisation d'un parc éolien avec le CCAS de Croisilles sur l'une de ses parcelles ;
- Juin 2010 : réunion de présentation de l'évolution du projet au Président de la Communauté de Communes ;
- Juin 2010 : **délibération à l'unanimité des 8 membres présents du Conseil Municipal de Chérisy autorisant le passage des convois nécessaires à l'acheminement des matériels et infrastructures pour la construction puis la maintenance du parc éolien sur les voies communales** ;
- Automne 2010 : poursuite du programme d'implantation d'éoliennes sur l'entité A de la ZDE existante qui débouche sur un projet plus important et demande d'intégration aux experts écologues de cette extension ;
- Novembre 2010 : signature d'une convention de mise à disposition de terrains et promesse de bail en vue de la réalisation d'un parc éolien avec le CCAS de Chérisy sur l'une de ses parcelles ;
- Décembre 2010 : **délibération à l'unanimité des 9 membres présents du Conseil Municipal de Croisilles autorisant le passage des convois nécessaires à l'acheminement des matériels et infrastructures pour la construction puis la maintenance du parc éolien sur les voies communales** ;



- Janvier-mars 2011 : démarrage de la deuxième phase d'étude (étude d'impact, paysage, acoustique) ;
- Février 2011 : **délibération à l'unanimité (9 personnes sur les 10 personnes présentes, madame le Maire s'étant abstenue) des membres du Conseil Municipal de Fontaine-les-Croisilles autorisant le passage des convois nécessaires à l'acheminement des matériels et infrastructures pour la construction puis la maintenance du parc éolien sur les voies communales ;**
- Février 2011 : **délibération à l'unanimité des membres présents et représentés de l'Association Foncière de Remembrement de Fontaine-les-Croisilles autorisant le passage des convois nécessaires à l'acheminement des matériels et infrastructures pour la construction puis la maintenance du parc éolien sur les chemins appartenant à l'AFR ;**
- Février 2011 : **délibération à l'unanimité des membres présents de l'Association Foncière de Remembrement de Croisilles autorisant le passage des convois nécessaires à l'acheminement des matériels et infrastructures pour la construction puis la maintenance du parc éolien sur les chemins appartenant à l'AFR ;**
- Mars 2011 : restitution par les experts écologues de leurs préconisations sur la zone d'étude et l'actuelle implantation du projet pendant laquelle il est décidé d'écarter la zone aux alentours de l'ancien cavalier minier, où a été mis en évidence un important corridor de déplacements des chiroptères. Pour la même présence de corridor de déplacements de chiroptères, 2 éoliennes doivent être éloignées de bosquets ;
- Été 2011 : lors de la restitution de l'étude de l'impact acoustique, un changement du gabarit d'éolienne envisagé est décidé afin de satisfaire pleinement la réglementation en vigueur et l'analyse des impacts des autres volets doit donc être reprise par les experts ;
- Juillet 2011 : alors que les études sont en cours de finalisation, le classement des parcs éoliens dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement entre en vigueur et induit la production d'études supplémentaires ;
- Juillet 2011 : **un article de l'Avenir de l'Artois** relate le montage récent de 3 nouvelles éoliennes sur le territoire de la Communauté de Communes du Sud Arrageois et rappelle la présence d'une ZDE et de projets en cours de développement ;
- Septembre 2011 : **un article de la Voix du Nord** relate une interview du président de la Communauté de Communes du Sud Arrageois en l'honneur de l'inauguration du parc des Crêtes d'Héninel et celui-ci précise que de nouvelles implantations sont à venir ;
- Septembre 2011 : réunion avec le président de Communauté de Communes afin de présenter le projet finalisé et l'évolution du contexte réglementaire ;



- Hiver 2011 : restitution des études spécifiques ;
- Avril 2012 : dépôt des demandes de permis de construire et d'autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées. **Des bulletins d'informations PC** sont déposés en mairies des communes concernées et les justificatifs des demandes sont **affichés** conformément à la réglementation sur le tableau d'affichage de chacune des mairies pendant toute la durée d'instruction des permis de construire.
- Encore aujourd'hui : création d'une page internet dédiée à la ZDE du Sud-Arrageois sur le site de la Communauté de Communes



Figure 4 : Extrait du site internet

**Le projet du parc éolien de la Voie des Prêtres est ainsi issu d'un long processus de concertation, d'enquête, d'information et d'étude de l'ensemble des composantes réglementaires, environnementales, sociales, techniques et économiques du contexte du secteur d'étude.**

Le développement d'un projet éolien est un long processus, d'autant que depuis 2007 de nombreux changements réglementaires sont venus ralentir le bon déroulement du projet.

Cette « lenteur » n'est pas toujours bien perçue par la population comme M. Thuilot pour l'Association « Protection Cœur de Nature Artois – Val de Sensée » qui reproche que les études du dossier mentionnent la fermeture « à venir » de la Base Aérienne de Cambrai et la « prochaine » implantation d'éoliennes sur le site d'Hendecourt (cf **Observation n°16**).

Les différentes études et documents nécessaires à la demande d'Autorisation d'Exploiter Installations Classées ont été finalisés et assemblés à la fin de l'hiver 2011 – début du printemps 2012 en vue du dépôt de la demande d'autorisation qui a eu lieu le 12 avril 2012.

Or la Base Aérienne 103 de Cambrai a été dissoute officiellement en juin 2012 soit 2 mois après le dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter du parc éolien de la Voie des Prêtres et l'érection des machines du parc éolien sur les communes d'Hendecourt-les-Cagnicourt et Vis-en-Artois a été réalisée au début de l'été 2012 pour une mise en service opérationnelle début du mois de septembre 2012.

Dès lors, à la date du dépôt de la demande d'Autorisation d'Exploiter le parc éolien de la Voie des Prêtres, **la fermeture de la Base Aérienne de Cambrai était bien « à venir » et l'« implantation d'éoliennes sur le site d'Hendecourt était bien « prochaine.**

**Enfin, plusieurs habitants de Chérisy se sont plaints, durant l'enquête publique, de l'absence de communication sur le projet de la part du maire et du conseil municipal (observations n°4, 9, 12).**

**Cette situation n'est bien évidemment pas imputable à la Société du parc éolien de la voie des prêtres.**

**Ainsi qu'il l'a été rappelé précédemment, le conseil municipal s'est prononcé, à de nombreuses reprises la question de l'implantation d'un parc éolien (voir notamment les délibérations du conseil municipal d'avril 2008 et juin 2010)**



## Item n° 2 – La procédure d'enquête publique

Des reproches ont été effectués sur la période et la manière dont a été réalisée l'enquête publique (cf Observations n°3, n°9, n°12).

L'ouverture d'enquête publique du projet du parc éolien de la Voie des Prêtres a été décidée par arrêté préfectoral daté du 8 novembre 2013.

C'est donc au Préfet qu'il appartient de fixer la date d'organisation de l'enquête publique et non à l'exploitant.

Les publications réglementaires ont été effectuées par les soins de la Préfecture du Pas-de-Calais dans des journaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais : Nord Eclair, Horizons et la Voix du Nord le 15 novembre 2013 et 6 décembre 2013

Les affichages réglementaires dans les 50 mairies concernées ont été effectués à la demande de la Préfecture par les soins des communes et ont été reçus à ce jour XX certificats d'affichages.

Les affichages réglementaires sur les lieux de la réalisation du projet ont été réalisés par les soins de la société du Parc Eolien de la Voie des Prêtres et constaté par Maître Bruno Trocmé, huissier de justice, le 20 novembre 2013, le 4 décembre 2013 et le 6 janvier 2013.

L'avis d'enquête publique stipulait le nom de l'interlocutrice technique de ce projet au sein de la Société Parc Eolien de la Voie des Prêtres SAS auprès de laquelle le public pouvait demander des compléments d'information ainsi que son numéro de téléphone.

Un transfert de son téléphone fixe vers son téléphone portable a été réalisé depuis le 20 novembre 2013 afin qu'elle soit joignable à tout moment et seules 2 personnes ont pris contact. En effet, le 1<sup>er</sup> appel a été réalisé par Madame le Maire de la commune de Mercatel qui souhaitait connaître la raison de l'affichage en sa commune d'un parc éolien alors qu'aucune éolienne de ce projet n'était prévue sur son territoire. Le 2<sup>e</sup> appel a été passé par M. Cavite du Groupe Ornithologique du Nord-Pas-de-Calais qui souhaitait avoir des informations avant de déposer une observation sur le registre.



### **Item n° 3 – Un paysage de l’Artois très propice à la densification de l’éolien**

Plusieurs observations critiquaient le choix de la zone d’implantation du parc éolien (cf Observations n° 1,2,4,6,8,11,13,15,16,17).

Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE) de la région Nord-Pas-de-Calais, créé par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement, a été adopté par arrêté du Préfet de Région le 20 novembre 2012. C’est un document à portée stratégique visant à définir à moyen et à long terme les objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d’efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et d’amélioration de la qualité de l’air. Le volet « éolien » du SRCAE définit les objectifs qualitatifs et quantitatifs de chaque région par zones géographique en tenant compte des objectifs nationaux.

Les principaux enjeux du volet éolien du SRCAE sont donc d’identifier les zones géographiques appropriées à l’implantation d’éoliennes et de fixer des objectifs par zone avec l’appui d’études régionales déjà réalisées et éventuellement complétées ou en cours. La méthodologie appliquée dans la réalisation du volet éolien du SRCAE prend en compte particulièrement le potentiel éolien, les enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux, les servitudes, notamment la navigation aérienne et les radars et les capacités d’accueil des réseaux électriques. Il comprend des stratégies et recommandations pour l’implantation des parcs éoliens dans les zones identifiées.

Le Secteur Artois du Schéma Régional Eolien (SRE) dans lequel est situé le parc éolien de la Voie des Prêtres **est introduit par l’intitulé de ce chapitre « Le paysage de l’Artois est très propice à la densification de l’éolien. »**

La carte ci-après présente le Secteur Artois où est indiquée en rouge la zone du projet éolien de la Voie des Prêtres.

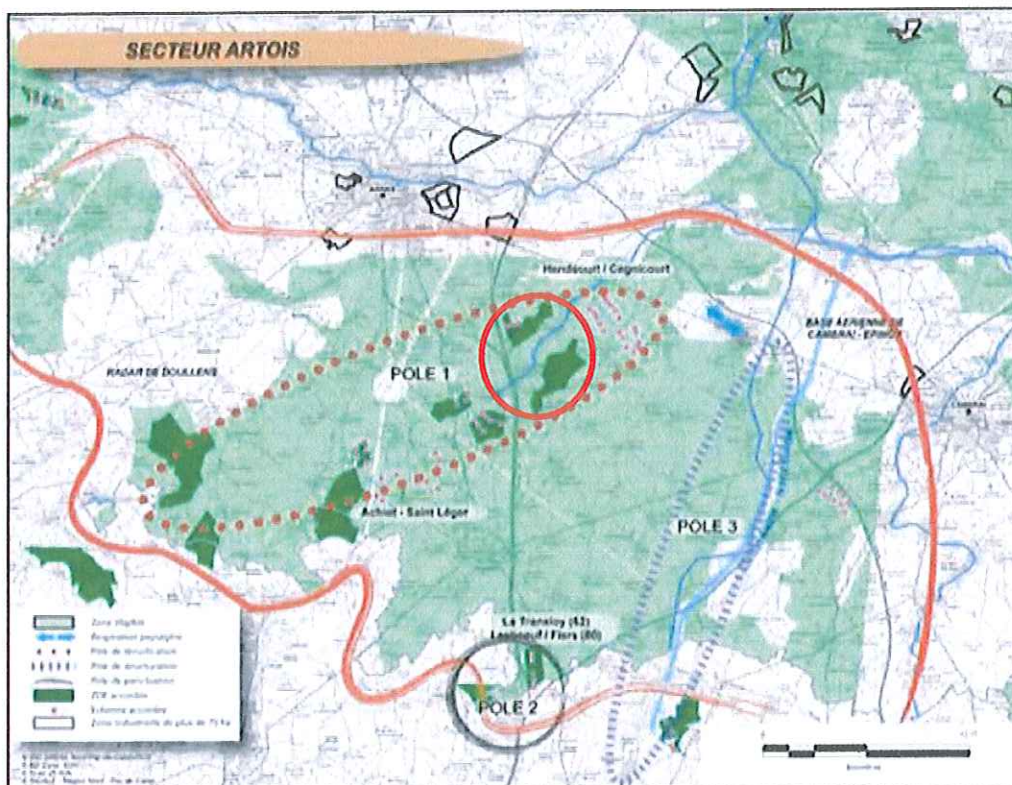


Figure 5 : Localisation de la zone d'implantation du projet (en rouge) sur un extrait du Schéma Régional Eolien dans sa version arrêtée par le Préfet en juillet 2012

**Le projet éolien de la Voie des Prêtres se situe clairement dans les zones favorables du SRE et au sein du pôle n°1 de densification du Secteur Artois.**

La Communauté de Communes ex-Arrogois et la Communauté de Communes du Sud Artois nouvellement créée ont toujours soutenu le développement de l'éolien sur leur territoire afin de redynamiser l'ensemble du territoire et relancer l'activité économique dans une démarche de développement durable.

Cette densification engendre des effets de concurrence entre certains projets, comme sur la zone du projet. En effet, en 2010-2011, il devenait rare d'avoir des ZDE déjà arrêtées sans projet en instruction et les entités A et B ont attiré d'autres développeurs éoliens qui ont commencé à développer des projets malgré le fait que le projet de la Voie des Prêtres était en développement depuis 2007.

Des sociétés comme Intervent ont signé des actes fonciers sans avoir l'accord des conseils municipaux de travailler sur leur territoire.

Malheureusement des personnes comme M. Deram ont signé des promesses pour des projets qui n'ont pas abouti car les demandes d'autorisations administratives du Parc Eolien de la Voie des Prêtres ont été déposées, coupant court au développement de nouveaux projets (cf Observation n° 10).

Aujourd'hui, il est impossible pour la société du Parc Eolien de la Voie des Prêtres d'implanter une éolienne sur la parcelle ZH37.

De plus, M. Deram avait été contacté aux prémices du projet au sujet d'une autorisation de surplomber l'une de ses parcelles par l'éolienne E15 et ayant eu un refus de sa part, l'implantation de la machine avait dû être revue. Aujourd'hui, l'éolienne E15 surplombe uniquement les parcelles ZH21, ZH22 et ZH23, n'appartenant pas à M. Deram.



## Item n° 4 – Les conséquences sur la valeur de l'immobilier

Plusieurs observations, s'inspirant directement des allégations contenues dans un blog « Quiery à venir », très hostile au développement éolien, portent sur la dévalorisation des biens immobiliers (cf Observations n°2,14,16).

Tout d'abord, le projet respecte parfaitement les distances réglementaires d'implantation.

Le projet éolien est situé à plus de 500 mètres de toute habitation. Plus précisément, les habitations les plus proches de l'entité Nord du projet de parc éolien sont distantes de 713 mètres de l'éolienne la plus proche. Ces logements se situent à Chérisy. Les habitations les plus proches de l'entité Sud du projet de parc éolien sont distantes de 654 mètres de l'éolienne la plus proche. Ces logements se situent à Fontaine-lès-Croisilles.

Ensuite, il est important de préciser que les éoliennes ne sont pas susceptibles de provoquer une dévaluation foncière. Aucune étude à ce jour n'est venue étayer les allégations portant sur un risque de dévaluation du patrimoine.

A cet égard, l'étude menée en 2002 pour l'ADEME et le CAUE de l'Aude a démontré qu'il n'y avait aucune baisse de la valeur immobilière à constater dans les communes où sont implantées des éoliennes depuis plus d'un an. Cette étude démontre notamment que 55% des agences immobilières sondées menant leur activité dans ces mêmes communes, estiment que l'impact est nul et 21% affirment que l'impact sur la valeur immobilière est positif.

Plus récemment, afin d'identifier si une forte densité d'éoliennes en milieu rural était susceptible d'impacter la valeur des propriétés et l'attractivité des collectivités (désaffectation du territoire), l'association Climat Energie Environnement a réalisé une étude sur l'impact potentiel des éoliennes sur la valeur immobilière et foncière des terrains et propriétés.

Au terme de cette étude, les données exploitées n'ont pas établies de corrélation entre le volume des transactions et le prix moyen de celles-ci. **Il n'est manifestement pas observé de « départ » des résidents propriétaires (augmentation de transactions) associé à une baisse de la valeur provoquée soit par une transaction précipitée, soit l'influence de nouveaux acquéreurs prétextant des arguments de dépréciation.**

D'autre part, une étude menée par le MEEDDAT auprès de riverains de quatre sites montre une grande acceptabilité des éoliennes. Selon le baromètre de l'ADEME sur les Français et les énergies renouvelables, édition 2011, 80% des Français sont favorables à l'installation d'éoliennes en France.

## **Item n° 5 – Le développement de l'éolien en France et son industrie éolienne**

M. Linglin s'étonne que le Royaume Uni, l'Espagne et l'Allemagne cessent le développement de l'éolien (cf **Observation n°13**).

Face à la pression exercée par la croissance de l'activité humaine et le développement des économies des pays du Sud sur les ressources énergétiques, les pays dans leur ensemble ont décidé de réduire leur consommation d'énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole).

Les énergies renouvelables répondent au double enjeu économique (indépendance énergétique déconnectée des fluctuations du coût d'approvisionnement) et environnemental (absence totale de rejets solides, liquides et gazeux). L'Union Européenne et les pays membres dont la France ont décidé de fixer des objectifs de développement de la capacité installée de la production à base d'énergies renouvelables à échéance 2020. Les objectifs font l'objet d'une révision à l'heure actuelle à échéance 2030. Les champions européens que sont l'Allemagne et l'Espagne sont proches de leurs objectifs. Les Anglais mettent quant à eux l'accent sur le développement de l'éolien offshore, étant donné la configuration de leur territoire. La France, qui a pris du retard par rapport à ses voisins, entend poursuivre ses efforts et est moteur sur l'augmentation des objectifs à 2030.

**L'éolien est un véritable enjeu pour l'avenir de l'industrie française et le montant des investissements et le nombre d'emplois ne cessent d'augmenter :** avec 7 821 MW de puissance installée, soit 3,1 % de l'électricité produite, elle représente un total de 11 000 emplois, 150 équipementiers et sa balance commerciale est positive. Pour atteindre les objectifs que la France s'est fixé avec le Grenelle de l'Environnement (une puissance installée de 19 GW terrestres et 6 GW maritimes à l'horizon 2020), on estime que 50 000 emplois supplémentaires seront nécessaires.

Aujourd'hui, il n'existe qu'un seul constructeur éolien français mais une étude de 2010 menée par CapGemini recense près de 170 entreprises identifiées comme sous-traitants actifs de l'industrie éolienne et 150 autres supplémentaires en mesure de se positionner pour devenir également sous-traitants de l'industrie éolienne. (cf **Observation n°6**).



## **Item n° 6 – Préoccupations relatives aux éventuelles nuisances visuelles et sonores**

Plusieurs observations évoquent les nuisances visuelles et sonores induites par le projet (cf Observations n° 1,4,6,11,12,15,16,18).

Ces nuisances ont été parfaitement étudiées dans le dossier soumis au public et les craintes exprimées par la population ne sont pas avérées.

Du reste, la prétendue « pollution visuelle ou sonore » d'un parc éolien relève davantage d'un argument partisan, relayé par les « antis-éoliens », que d'une véritable constatation.

Le Dossier Administratif et Technique (page 80) précise que le balisage nocturne des éoliennes sera effectué conformément à la réglementation en vigueur au moment de l'érection des éoliennes. Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Le Chapitre 6.3.5 Impact de l'ombre mobile portée des pales en (page 162) de l'Etude d'Impact explique le concept des ombres portées et la simulation effectuée grâce au logiciel Windpro 2.6 qui a permis de calculer la durée de projection d'ombre annuelle.

Comme expliqué, pour les habitations les plus proches, le phénomène représente une durée cumulée maximale d'une cinquantaine d'heures par an. Cet impact potentiel peut être considéré comme faible. Ce qui permet de conclure que les occupants de ces habitations, comme l'ensemble des personnes amenées à fréquenter le parc éolien de la Voie des Prêtres et ses abords, ne seront donc pas exposés à un risque sanitaire généré par le masquage périodique de la lumière du soleil par les pales en rotation.

L'éolienne E16 se situe à plus de 900 mètres des habitations les plus proches de Chérisy dont fait partie celle de M. Lalin qui s'inquiète des nuisances sonores (cf Observation n°18).

L'analyse acoustique réalisée par le Bureau d'Etudes EREA fait apparaître que les seuils réglementaires admissibles seront respectés, en considérant les modes de fonctionnement définis, pour l'ensemble des habitations concernées par le projet de la Voie des Prêtres, quelles que soient les périodes de jour ou de nuit et les conditions (vitesse et direction) de vent considérées et en prenant en compte les effets cumulés avec les parcs éoliens voisins.



## Item n° 7 – Les retombées locales de l'implantation du parc éolien

Une observation fait part du souhait de connaître quels sont les bénéficiaires des implantations (cf **Observation n°9**).

Comme dit précédemment, l'installation d'un parc éolien constitue un moyen de redynamiser l'ensemble du territoire et d'offrir l'opportunité de relancer l'activité économique dans une démarche de développement durable.

Comme toute entreprise installée sur un territoire, un parc éolien génère de la fiscalité professionnelle pour les collectivités concernées et permet aux communes, pour la plupart de petite taille, de développer des équipements ou services au profit de leurs administrés.

Comme expliqué dans le *Chapitre 5.2.1 Economie locale et industrie*, page 107 de l'Etude d'impact, depuis la loi de finances de 2010, la Taxe Professionnelle a été remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET). Dans le cas particulier de la Communauté de Communes du Sud Artois qui est un EPCI à régime fiscalité unifié, l'intégralité de la CET générée par l'implantation des éoliennes sera versée à la Communauté de Communes puis reversée ensuite sous forme de fonds de concours aux communes même si des discussions sont toujours en cours au sein du Conseil Communautaire sur un éventuel reversement d'un pourcentage du montant de cette taxe aux communes d'accueil.

La loi de finances pour 2010 a instauré une Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), dont les bénéficiaires sont la commune d'accueil (20%), l'EPCI (50%) et le Département (30 %) qui s'élève dorénavant à 7120 € par mégawatt de puissance électrique installée.

Les éoliennes sont soumises également à la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties en tant qu'ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions et la valeur locative cadastrale des installations est basée sur les massifs dans le cas de l'éolien.

L'ensemble de cette base fiscale représente une redistribution importante au bénéfice des collectivités locales, d'autant que c'est une ressource à long terme.

Un autre avantage lié à l'implantation d'un parc éolien sur une commune concerne les propriétaires fonciers qui perçoivent pendant toute la durée du contrat un loyer tout en conservant le bénéfice de l'exploitation agricole des terres. L'emprise au sol étant faible n'occasionne que peu de gêne à l'exploitation agricole et bien souvent, les chemins déjà existants sont renforcés et utilisés de façon à réduire au minimum l'emprise sur le terrain.

De plus, lors du développement du projet, le porteur du projet a essayé d'implanter une éolienne sur l'une des parcelles de chacun des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) des communes concernées afin de permettre aux communes d'obtenir un revenu supplémentaire. Il est ainsi prévu l'implantation d'une éolienne

sur une parcelle des CCAS de Chérisy et de Croisilles. Il était également prévu l'implantation d'une éolienne sur la parcelle ZE 9 du CCAS de Fontaine-lès-Croisilles en 2008 mais malheureusement l'exploitant agricole lié par un bail rural avec son propriétaire, le CCAS, n'a pas souhaité alors l'implantation d'une éolienne.

## Item n° 8 – Préoccupations écologiques

Plusieurs observations portaient sur l'impact écologique du projet (**cf Observations n° 5, 17**)

Le contexte environnemental d'implantation du projet est celui de la grande culture, en dehors de tout espace remarquable et/ou protégé, comme les experts écologues du bureau d'études de Biotope l'ont décrit dans l'étude écologique et ceux de l'Autorité Environnementale dans leur avis qui ont d'ailleurs noté que le diagnostic écologique du projet était complet.

L'étude d'impact et son volet écologique sont soumis à des règles très précises pour les réaliser. Ainsi, un chapitre, situé à la page 151 de l'expertise écologique, est ainsi dédié à l'étude des effets cumulés qui ont été évalués pour chaque groupe d'espèces sensibles en prenant en compte au sein de l'aire d'étude rapprochée les parcs déjà construits, acceptés, en instruction ou ayant reçus l'Avis de l'Autorité Environnementale au moment du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter du projet de la Voie des Prêtres, soit en Avril 2012.

Ainsi, contrairement à ce que reprochait M. Cavitte, du Groupe Ornithologique du Nord-Pas-de-Calais (GON) tous les projets à prendre en compte étaient bien représentés dans les documents et notamment dans l'expertise écologique.

Les mesures et leurs chiffrages ont été reprecisés, suite à la demande des services de la DREAL, au sein du Mémoire déposé en janvier 2013 et disponible dans le Dossier Complet d'Enquête publique. Seul le tableau récapitulatif de la synthèse et l'estimation des coûts associés aux mesures d'accompagnement est repris ci-après.



	<b>MESURES D'ACCOMPAGNEMENT</b>	<b>INCIDENCES</b>	<b>APPORTS DES MESURES</b>	<b>COUTS TTC</b>
1.	Traitement et aménagements des plateformes	Paysage Hydraulique	Aspect d'ensemble (insertion) Ne pas perturber le système hydraulique superficiel	66 000 €
2.	Entretien des espaces paysagers aux abords des éoliennes pendant les 20 années d'exploitation	Paysage	Aspect d'ensemble (visuel)	110 000 €
3.	Enterrement des câbles électriques ( <i>réseau interne au parc</i> )	Paysage Avifaune, Chiroptères	Aspect d'ensemble (insertion) Aucune collision avec l'avifaune et les chiroptères	436 000 €
4.	Transformateur dans l'éolienne, pas de poste de transformation au pied de l'éolienne	Paysage	Aspect d'ensemble (insertion)	Inclus dans le prix de l'éolienne
5.	Remise en état du site après exploitation	Paysage Environnement	Déconstruction complète et retour à l'usage agricole des sols occupés	Application de la réglementation
6.	Renforcement des chemins ruraux existants	Chantier Utilisation du terrain	Faciliter l'accès au parc (chantier et exploitation)	742 600 €
7.	Limitation des emprises de chantier	Faune Flore Sécurité	Limitier le dérangement de la faune terrestre et les dégâts des parcelles agricoles Limitier les risques d'accidents de tiers liés au chantier en interdiction son accès au public	22 000 €
8.	Balisage des espèces et stations végétales à protéger (Bleuet des champs notamment)	Flore	Eviter le piétinement et la destruction des habitats remarquables	2 500€
9.	Mission de coordination Sécurité Protection Santé (SPS)	Chantier Sécurité	Limitier les risques d'accident du travail	22 000 €
10.	Certification des éoliennes Mission CTC Mission ATMO Reconnaisances de sol Vérification générale périodique	Conception  Sécurité	Garantir le respect des exigences essentielles de sécurité, à l'achat, au montage (chantier) et en phase de fonctionnement (exploitation)	858 000 €

11.	Suivi écologique de chantier si des travaux de terrassements ne peuvent pas être réalisés en dehors de la période critique de nidification de l'avifaune	Avifaune	Eviter toute installation de couples d'oiseaux nicheurs au sein des zones d'intervention  Détecter une éventuelle installation de couples.	25 000 €
12.	Vérification par un expert écologue de la remise en état du site	Flore	Mettre en évidence la résilience écologique des milieux aux abords des éoliennes  Informier le Conservatoire Botanique National de Bailleul	2 400€
13.	Renforcement des éléments naturels locaux, notamment l'ancien cavalier minier et également aux abords de la future Maison de l'Abeille, dans le cadre d'un partenariat avec un collègue et un lycée horticole de l'Aisne	Paysage Avifaune Chiroptères Abeilles	Mesures incitatives en cours d'élaboration	Le linéaire exact est en cours d'élaboration mais on peut estimer à 3 000€ pour l'implantation de 350m de haies et 350 m d'arbres
14.	Participation à un plan de sauvegarde des nichées de busards en plaine	Avifaune	Augmenter le taux d'envol des jeunes busards et conforter les populations de cette espèce	18 000 €
15.	Suivi écologique	Avifaune Chiroptères	Permettre d'estimer notamment la mortalité de l'avifaune et des chiroptères	30 000 €

Tableau 1 : Synthèse et estimation des principales mesures d'accompagnement, extrait du Mémoire en réponse, déposé en Préfecture le 29 janvier 2013

Comme précisé par téléphone à M. Cavitte, le chiffrage de chacune des mesures découlant de l'expertise écologique a été réalisé par les experts de Biotope et ne sont que des estimations.

**Si le suivi de la participation à un plan de sauvegarde des nichées de busards en plaine , qui sera le premier réalisé par un exploitant éolien en région Nord-Pas-de-Calais comme M. Cavitte nous l'a précisé, est effectué par le GON ou par toute autre association locale, le programme de la mesure et le nombre de sorties sur le terrain devront être détaillés et revus conjointement.**

M. Pardieu demande que les mesures d'accompagnement que le GIC a préconisées l'été dernier soient prises en considération, budgétisées et mises en place sous le contrôle des sociétés de chasse communales. Alors que nous avons consulté la Fédération de Chasse aux prémices du projet, nous n'avons des contacts avec le GIC Val de Sensée-Cojeul que depuis l'été 2013 donc il est normal que les mesures discutées avec le GIC n'apparaissent pas dans les études déposées en Avril 2012.

Néanmoins, comme la Société du Parc Eolien de la Voie des Prêtres s'était engagée dans le Compte-Rendu de la réunion du 6 août 2013, nous souhaitons concilier les préoccupations des parties utilisant l'espace de notre projet et travailler en réunissant tous les acteurs présents sur le territoire (GON, GIC, randonneurs, collectivités,...) pour avoir une vision globale et rendre compatible notre projet avec les différentes approches.